

Ultimatum Climatique Copenhague 2009

Soumis par Sophie

Dernière mise à jour : 08-11-2009

Cliquez !

Monsieur le Président,

Au mois de décembre de cette année se tiendra à Copenhague le Sommet de l'ONU sur le climat. Confrontés au problème climatique, les dirigeants du monde entier devront parvenir à surmonter leurs divergences d'intérêts de court terme pour se rassembler autour d'un projet politique mondial fondé sur un constat scientifique objectif et ainsi donner une suite au protocole de Kyoto qui soit à la hauteur des enjeux que nous allons devoir tous ensemble affronter dans les décennies à venir. Le résultat de cette conférence dessinera l'avenir climatique de l'humanité. Or comme le rappelait il y a un an le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon, « nous sommes au bord d'une catastrophe si nous n'agissons

Acteurs reconnus de la protection de l'environnement, des droits humains et de la solidarité internationale, conscients des responsabilités qui sont les nôtres, nous avons décidé pour la première fois de parler d'une seule voix pour vous exprimer publiquement notre préoccupation et vous appeler à agir avec ambition et détermination lors de la Conférence de Copenhague. Au regard de l'ultimatum climatique auquel l'humanité est confrontée aujourd'hui, Monsieur le vous aurez rendez-vous avec l'Histoire en décembre 2009.

Le réchauffement du système climatique est sans équivoque. L'activité humaine en est la cause. Ses impacts se font déjà ressentir en différents points du globe, notamment par la multiplication des catastrophes climatiques. Si nous n'agissons pas maintenant, ils seront sans aucun doute encore plus dévastateurs. C'est le constat sans appel de 2 500 scientifiques du monde entier qui ont reçu collectivement le Prix Nobel de la Paix en 2007 pour leurs travaux sur le phénomène des changements climatiques. Depuis, de nouveaux éléments scientifiques montrent, chaque jour, que le climat se dérègle au-delà des prévisions les plus pessimistes, avec des conséquences bien plus graves que prévues et de plus en plus visibles.

Il est encore difficile d'évaluer avec précision l'amplitude des impacts, le danger est en revanche déjà certain. Les écosystèmes ravagés, variabilité climatique extrême, hausse du niveau des océans : les premières victimes de ces catastrophes en chaîne sont les populations vulnérables en Afrique subsaharienne, en Asie centrale, du Sud Est ou dans de nombreux pays insulaires. La sécurité alimentaire, l'accès à l'eau ou à la terre sont gravement menacés. Centaines de millions de personnes risquent d'être poussées à l'exode, grossissant les rangs de ceux que l'on appelle « réfugiés climatiques ». Dans un monde de crises, nous craignons que la guerre, l'autoritarisme, les inégalités, la misère et la souffrance humaine prennent encore un peu plus le pas sur la paix, la dignité humaine et la démocratie.

L'urgence climatique nous commande donc d'agir à la hauteur des périls qui sont devant nous. Nous maîtrisons déjà la plupart des technologies nécessaires pour relever le défi d'un mode de développement qui intègre à sa juste mesure l'impératif climatique. De plus, cette rupture avec un modèle de développement hérité d'un passé révolu représente une opportunité d'économies, d'emplois et d'innovations considérables. Encore faut-il que nous prenions la décision de le faire.

Tout d'abord, il faut impérativement parvenir à stopper la croissance des émissions mondiales de gaz à effet de serre en 2015 avant de les faire décroître. C'est la seule voie pour limiter le réchauffement des températures bien en-dessous de 2°C, seuil au-delà duquel la capacité à s'adapter de nos sociétés et des écosystèmes est menacée. Pour ce faire, les pays industrialisés, dont la France, doivent s'engager collectivement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de moins de 40% d'ici à 2020 par rapport à 1990.

Mais cela ne sera pas suffisant. Les pays en développement doivent, eux aussi, mettre en place les politiques industrielles, énergétiques et agricoles qui limiteront la croissance de leurs émissions avant de les réduire, sans compromettre leur légitime aspiration au développement économique et social. L'accord de Copenhague devra permettre à ces pays d'évoluer vers des modèles sobres en carbone. Il devra aussi leur permettre de s'adapter aux conséquences inévitables du changement climatique.

Pour nombre d'entre eux, en particulier les plus vulnérables, ces actions ne pourront se faire sans le soutien financier et technique des pays industrialisés. Les besoins d'ici à 2020 sont évalués à plus de 100 milliards d'euros par an.

de 10% des dépenses militaires mondiales.

Responsables de la majorité des émissions de gaz à effet de serre aujourd'hui dans l'atmosphère, munis de capacités plus fortes, les pays industrialisés portent la responsabilité morale, légale et économique de mener le combat contre le réchauffement du climat. Monsieur le Président, vous vous devez de prendre la tête de ce combat qui est sans aucun doute l'enjeu de ce siècle. Notre avenir commun dépendra dans deux cents jours des choix politiques qui seront faits.

Serge Orru, WWF-France
 Pascal Husting, Greenpeace France
 François Danel, Action contre la Faim
 Olivier Braunsteffer, Care France
 Souhayr Belhassen, FIDH
 Nicolas Hulot, Fondation Nicolas Hulot
 Anne Bringault, Les amis de la terre
 Michel Bruguière, Médecins du Monde
 Luc Lamprière, Oxfam France Agir Ici
 Sandrine Mathy, Réseau Action Climat
 Michel Roy, Secours Catholique
 Alain Matesi, CoLLeCT-IF environnement

Négociations climat :

Barcelone dernier espoir avant Copenhague

Barcelone accueille du 2 au 6 novembre plus de 4000 négociateurs pour le dernier round de négociations avant Copenhague à DR

Envoyé spécial Le journal Développement durable
 2 novembre 2009, Patrick Cros

Dernière rencontre avant Copenhague, Barcelone s'annonce, du 2 au 6 novembre, une étape cruciale dans les négociations sur le climat. C'est l'occasion pour les participants d'afficher leurs avancées et surtout de confronter leurs divergences à moins de six semaines du sommet qui voudrait sceller une nouvelle entente mondiale. Face aux retards pris et aux nombreux points d'accrochages, l'ONU ne parle plus de date butoir et envisage même un accord d'ici fin courant 2010. L'Europe tente toujours de prendre le leadership des discussions. Malgré des dissensions dans ses rangs, une estimation de l'effort financier mondial nécessaire pour venir en aide aux pays en développement a été annoncée vendredi 30 octobre, sans toutefois préciser le montant de la participation européenne.

Après Bonn en avril, juin et août, puis Bangkok en septembre, c'est à Barcelone que se retrouvent du 2 au 6 novembre plus de 4000 négociateurs pour la dernière étape de négociations avant Copenhague (du 7 au 18 décembre). L'ONU cache pas son inquiétude devant la lenteur des avancées à moins de six semaines du sommet qui doit mettre en place un nouvel accord mondial sur le climat. « Il sera physiquement impossible de finaliser tous les détails d'un traité à Copenhague, quel que soit le scénario envisagé. Mais Copenhague doit permettre d'aboutir à un accord sur l'essentiel »

a expliqué Yvo de Boer, la veille de la conférence de Barcelone. « Ensuite nous devons finaliser les détails dans le courant de l'année 2010 ». Le secrétaire exécutif de la Convention climat des Nations Unies a rappelé qu'il y a une urgence face à un nouvel accord mondial qui doit impérativement entrer en vigueur au 1er janvier 2013, pour succéder au Protocole de Kyoto qui se termine fin 2012. Il reste en particulier à s'entendre sur des objectifs chiffrés de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les pays industrialisés et des mesures d'atténuation de leur hausse dans les pays en développement (Chine et Inde notamment).

Autre sujet délicat : les moyens financiers de lutte contre le changement climatique et d'aide aux pays les plus vulnérables, ainsi que la gestion de ce système. Les discussions risquent d'être houleuses cette semaine à Barcelone entre pays riches qui rechignent à pénaliser leurs industries et leur économie à l'heure de la crise et les pays en développement qui refusent de perdre les avantages que leur accordait le Protocole de Kyoto, imposant une contrainte aux seuls pays industrialisés.

Un accord à minima entre européens vendredi

L'Europe reste la seule des grandes puissances économiques à s'être engagée sur des objectifs chiffrés et un précis, promettant une baisse d'au moins 20% de ses émissions d'ici à 2020. Déterminer à s'affirmer nous négociations de Barcelone cette semaine et de Copenhague en décembre, les vingt-sept pays membre de l'UE se sont finalement mis d'accord vendredi 30 octobre pour aider financièrement les pays pauvres à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à faire face aux conséquences du changement climatique. Les besoins de financement public dans le cadre d'un accord global ont été estimés à 100 milliards d'euros par an d'ici à 2020. L'UE s'est cependant le montant de sa participation ni comment elle serait répartie entre ses 27 Etats-membres. Neuf pays d'Europe de l'Est entrés récemment dans l'UE, ont joué les trouble-fêtes : la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovaquie, la Bulgarie, la Roumanie, la Lettonie et la Lituanie. Fortement liés au charbon, ces Etats craignent d'alourdir leurs budgets nationaux qui souffrent de la crise.

Avec cette aide financière, l'Europe compte persuader les pays en développement à accepter de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et faire pression sur la Chine, l'Inde et les Etats-Unis, les trois plus gros pollueurs de la planète, pour qu'ils acceptent des objectifs chiffrés. Les Vingt-Sept sont également tombés d'accord pour s'engager à 30% d'ici à 2020 - et à 80 voire 95% d'ici à 2050 - leurs émissions de gaz à effet de serre « si un accord ambitieux conclu à Copenhague ».

Un véritable bras de fer devrait maintenant s'engager à Barcelone puis à Copenhague entre les USA, l'UE, les pays en développement, la Chine et l'Inde. Ces derniers, qui ont signé fin octobre 2009 un accord de coopération portant sur cinq ans pour échanger des informations dans le domaine du changement climatique, refusent de se voir imposer des objectifs de réduction des émissions de CO2, estimant que cela freinerait leur croissance économique et handicaperait leurs efforts pour lutter contre la pauvreté. La Chine n'hésite pas à souffler le chaud et le froid, essayant de trouver un compromis entre une croissance économique accélérée et la baisse des émissions de gaz à effet de serre. Le pays le plus peuplé de la planète s'est ainsi engagé à réduire la croissance des émissions de CO2 de son pays par point de pourcentage de façon notable d'ici à 2020, sans aller jusqu'à apporter des chiffres précis.

Les hésitations américaines

Un soutien inattendu à un éventuel accord de Copenhague est venu en septembre dernier du Japon. Le nouveau Premier Ministre fraîchement élu a annoncé après sa victoire historique de son parti face aux conservateurs, qu'il engagerait une vision complète des objectifs et des stratégies de réduction de GES du pays avec une réduction de 25% des émissions nippones d'ici à 2020 (par rapport à 1990).

Les Etats-Unis et l'Australie comptent bien également s'imposer dans les discussions même si leurs déclarations plus allures d'effet d'annonce que de réelle volonté politique face à un pragmatisme économique et une opinion hésitante. Les deux pays qui n'avaient pas signé le Protocole de Kyoto ont fait, il est vrai, un retour en force dans les négociations en 2009. Barack Obama vient ainsi d'annoncer qu'il se rendrait en Chine du 15 au 18 novembre prochain. Mais, les Etats-Unis ont refusé jusqu'à présent toute contrainte juridique, bloquant ainsi le projet de traité qui compte toujours 200 pages. Autre problème de taille : la loi américaine sur les changements climatiques tarde à être débattue au Parlement, alors que l'Onu estime que son adoption sera cruciale pour la réussite du sommet de Copenhague. La loi en attente prévoit une baisse régulière des émissions américaines de CO2 jusqu'à atteindre une baisse de 83 % en 2050 par rapport à 2005.

Certains socialistes le craignent : la capitale danoise pourrait bien ne pas laisser son nom au traité qui succèdera au Protocole de Kyoto, cédant la place à d'autres sommets comme celui de Mexico, fin 2010.

Réchauffement climatique
Un rapport alarmant sur son coût et ses impacts
en France

(Source MaxiSciences)

France - Un rapport alarmant sur l'impact du réchauffement climatique a été remis jeudi par l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (Onerc), au ministre de l'Environnement Jean-Louis Borloo.

Si aucune mesure n'est rapidement prise par la France pour s'adapter au réchauffement climatique, ce dernier coûtera extrêmement cher à l'Hexagone, prévient l'Onerc dans son rapport.

Les coûts annuels liés au réchauffement pourraient en effet atteindre plusieurs milliards d'euros estime l'observatoire qui évoque la montée des eaux, les feux de forêts ou encore les canicules à répétition auxquels il faut s'attendre.

En 2050, un déficit de 2 milliards de mètres cubes par an pour les besoins de l'agriculture, l'industrie et l'alimentation en eau potable pourrait être observé, annonce ainsi le rapport. L'Onerc estime également que la multiplication des canicules du même type que celle de 2003, pourrait représenter d'ici 2100, un coût de plus de 300 millions d'euros par an pour une culture comme le blé.

Le tourisme souffrira lui aussi particulièrement du réchauffement climatique avec des températures trop élevées l'été dans le sud de la France et un déficit d enneigement dans les Alpes en hiver.

2 milliards d'euros, c'est le coût que pourrait engendrer une élévation d'un mètre du niveau de la mer d'ici 2100 en raison de la destruction des routes et logements submergés, prévient encore l'observatoire.

Ce rapport doit servir de document de référence en vue du lancement d'ici 2011, d'un plan national d'adaptation au changement climatique comme le prévoit la loi d'orientation du Grenelle Environnement.

"Ce troisième rapport de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique, qui constitue un travail considérable, montre que la France ne sera pas épargnée par le changement climatique" a déclaré le ministre chargé de l'Environnement. Et d'ajouter: "Il nous faut donc redoubler d'efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, ce qui passe par la conclusion d'un accord international à Copenhague et par la mise en œuvre du Grenelle Environnement sur notre territoire".